

Michel Husson

*Un pur capitalisme*

© Editions Page Deux, 2008

Ch. 15

## Marx et le capitalisme contemporain

Peut-on encore se référer à Marx pour comprendre le capitalisme contemporain ? Ce n'est pas aussi incongru qu'il y paraît. Périodiquement, en effet, la grande presse économique fait explicitement référence à la critique marxiste du capitalisme. Dans son édition du 19 décembre 2002, *The Economist* écrivait que « le communisme comme système de gouvernement était mort ou mourant » mais que « son avenir semblait assuré en tant que système d'idées ». *Business Week* du 20 janvier 2003 évoquait le retour de la lutte des classes. Plus récemment, John Thornhill soulignait, dans le *Financial Times* du 28 décembre 2006, que « l'essor récent de la mondialisation qui, à bien des points de vue, évoque l'époque de Marx a sans aucun doute conduit à un intérêt renouvelé pour sa critique du capitalisme (...) Comment peut-il se faire que les 2 % les plus riches de la population adulte du monde possèdent plus de 50 % de la richesse mondiale tandis que la moitié la plus pauvre n'en possède que 1 % ? Comment peut-on comprendre le capital sans lire *Das Kapital* ? ». Dans sa biographie de Marx (2005), Jacques Attali soutient que c'est seulement aujourd'hui que l'on se pose les questions auxquelles répondait Marx. Telle est au fond l'une des thèses de ce livre.

Ces références ne suffisent cependant pas à ignorer une objection après tout légitime : en se réclamant d'une œuvre datant du XIX<sup>ème</sup> siècle pour analyser la réalité d'aujourd'hui, ne risque-t-on pas de sombrer dans un archaïsme dogmatique ? Pour justifier le recours à l'appareil conceptuel marxiste, il faut donc remettre en cause les deux postulats sur les quels s'appuie ce procès en archaïsme.

Le premier est que l'économie est une science qui aurait, depuis Marx, accompli des progrès qualitatifs, voire opéré des changements de paradigme irréversibles. Ce sont ces progrès qui rendraient obsolète l'analyse marxiste est rendue obsolète indépendamment des transformations de son objet. Cette conception de la « science économique » comme une science, et en tout cas comme une science unifiée et progressant linéairement, doit être récusée. Contrairement par exemple à la physique, les paradigmes de l'économie continuent en effet à coexister de manière conflictuelle, comme ils l'ont fait depuis le début. L'économie dominante actuelle, dite néo-classique, est construite sur un paradigme qui ne diffère pas fondamentalement de celui d'écoles pré-marxistes ou même pré-classiques. Le débat triangulaire entre l'économie « classique » (Ricardo), l'économie « vulgaire » (Say ou Malthus) et la critique de l'économie politique (Marx) continue à peu près dans les mêmes termes. Les rapports de forces qui existent entre ces trois pôles ont évolué, mais pas selon un schéma d'élimination progressive de paradigmes qui seraient relégués dans le champ pré-scientifique. Il suffit d'évoquer le débat sur les « trappes à chômage » : des indemnités trop généreuses décourageraient les chômeurs de reprendre un emploi et seraient l'une des causes principales de la persistance du chômage. Or, ce sont exactement les mêmes arguments que ceux qui

étaient avancés en Angleterre pour remettre en cause la loi sur les pauvres en 1832. Il s'agit d'une question sociale qu'aucun progrès de la science n'est venu trancher.

Le second postulat est que le capitalisme d'aujourd'hui serait qualitativement différent de celui dont Marx disposait comme objet d'étude. Ses analyses pouvaient être utiles pour comprendre le capitalisme du XIX<sup>ème</sup> siècle, mais elles auraient été rendues obsolètes par les transformations intervenues depuis lors dans les structures et les mécanismes du capitalisme. Certes, les formes d'existence du capitalisme contemporain ne sont évidemment pas les mêmes que celles que connaissait Marx. Mais ses structures fondamentales sont restées invariantes, et l'on peut soutenir que le capitalisme contemporain est plus proche d'un fonctionnement « pur » que ne l'était celui des « Trente glorieuses ».

Si ce double point de vue est adopté (absence de progrès cumulatifs de la « science » économique et invariance des structures capitalistes) il devient licite d'appliquer les schémas marxistes aujourd'hui. Mais on ne peut se satisfaire pour autant d'une version affaiblie du dogmatisme qui consisterait à faire entrer plus ou moins de force la réalité d'aujourd'hui dans un cadre conceptuel marxien. Il faut encore montrer qu'on en tire un bénéfice, une plus-value, et que l'on réussit à mieux comprendre le capitalisme contemporain. C'est ce que l'on va chercher à faire à partir de thèmes centraux.

### **La théorie de la valeur**

La théorie de la valeur est au cœur de l'analyse marxiste du capitalisme et il est donc normal de commencer avec elle cette évaluation des outils marxistes. Il n'est pas question ici d'exposer cette théorie dans tous ces développements et on renvoie à l'exposé synthétique de Christian Barsoc (1994). Mais on peut la résumer très succinctement à partir de cette proposition essentielle : c'est le travail humain qui est la seule source de création de valeur. Par valeur, il faut entendre ici la valeur monétaire des marchandises produites sous le capitalisme. On se trouve alors confronté à cette véritable énigme, que les transformations du capitalisme n'ont pas fait disparaître, d'un régime économique où les travailleurs produisent l'intégralité de la valeur mais n'en reçoivent qu'une fraction sous forme de salaires, tandis que le reste va au profit. Les capitalistes achètent des moyens de production (machines, matières premières, énergie, etc.) et de la force de travail ; ils produisent des marchandises qu'ils vendent et se retrouvent au bout du compte avec plus d'argent qu'ils n'en ont investi au départ. Le profit est la différence entre le prix de vente et le prix de revient de cette production. C'est ce constat qui sert de définition dans les manuels, mais le mystère de la source du profit reste entier.

C'est autour de cette question absolument fondamentale que Marx ouvre son analyse du capitalisme dans *Le Capital*. Avant lui les grands classiques de l'économie politique, comme Smith ou Ricardo, procédaient autrement, en se demandant ce qui réglait le prix relatif des marchandises : pourquoi, par exemple, une table vaut-elle le prix de cinq pantalons ? Très vite, la réponse qui s'est imposée consiste à dire que ce rapport de 1 à 5 reflète plus ou moins le temps de travail nécessaire pour produire un pantalon ou une table. C'est ce que l'on pourrait appeler la version élémentaire de la valeur-travail. Ensuite, ces économistes - que Marx appelle classiques et qu'il respecte (à la différence d'autres économistes qu'il baptisera « vulgaires ») - cherchent à décomposer le prix d'une marchandise. Outre le prix des matières premières, ce prix incorpore trois grandes catégories, la rente, le profit et le salaire. Cette formule « trinitaire » semble très symétrique : la rente est le prix de la terre, le profit le prix du capital, et le salaire est le prix du travail. D'où la contradiction suivante : d'un côté, la valeur

d'une marchandise dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production ; mais, d'un autre côté, elle ne comprend pas que du salaire. L'analyse se complique encore quand on remarque, comme le fait Ricardo, que le capitalisme se caractérise par la formation d'un taux général de profit, autrement dit que les capitaux tendent à avoir la même rentabilité quelle que soit la branche dans laquelle ils sont investis.

Ricardo ne réussira pas à résoudre cette difficulté. Marx propose sa solution, qui est à la fois géniale et simple (au moins *a posteriori*). Il applique à la force de travail, cette marchandise un peu particulière, la distinction classique, qu'il fait sienne, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le salaire est le prix de la force de travail qui est socialement reconnu à un moment donné comme nécessaire à sa reproduction. De ce point de vue, l'échange entre le vendeur de force de travail et le capitaliste est en règle générale un rapport égal. Mais la force de travail dispose d'une propriété particulière - c'est sa valeur d'usage - de produire de la valeur. Le capitaliste s'approprie l'intégralité de cette valeur produite, mais n'en paie qu'une partie, parce que le développement de la société fait que les salariés peuvent produire durant leur temps de travail une valeur plus grande que celle qu'ils vont récupérer sous forme de salaire. Faisons comme Marx, dans les premières lignes du *Capital*, et observons la société comme une « immense accumulation de marchandises » toutes produites par le travail humain. On peut en faire deux « tas » : le premier est formé des biens et services de consommation qui reviennent aux travailleurs ; le second comprend des biens dits « de luxe » et des biens d'investissement et correspond à la plus-value. Le temps de travail de l'ensemble de la société peut à son tour être décomposé en deux : le temps consacré à produire le premier tas est appelé par Marx le travail nécessaire, et c'est le surtravail qui est consacré à la production du second tas. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si cette représentation est remise en cause par la financiarisation.

### **La finance crée-t-elle de la valeur ?**

L'euphorie boursière et les illusions créées par la *nouvelle économie* ont donné l'impression que l'on pouvait « s'enrichir en dormant », bref que la finance était devenue une source autonome de valeur. Ces illusions n'ont rien d'original, et on trouve dans *Le Capital* tous les éléments pour en faire la critique, notamment dans les analyses du Livre 3 consacrées au partage du profit entre intérêt et profit d'entreprise. Marx écrit par exemple que : « dans sa représentation populaire, le capital financier, le capital rapportant de l'intérêt est considéré comme le capital en soi, le capital par excellence » (*Le Capital*, Livre III, chapitre 23). Il semble en effet capable de procurer un revenu, indépendamment de l'exploitation de la force de travail. C'est pourquoi, ajoute Marx, « pour les économistes vulgaires qui essaient de présenter le capital comme source indépendante de la valeur et de la création de valeur, cette forme est évidemment une aubaine, puisqu'elle rend méconnaissable l'origine du profit et octroie au résultat du procès de production capitaliste - séparé du procès lui-même - une existence indépendante » (*Le Capital*, Livre III, chapitre 24).

Une présentation largement répandue aujourd'hui consiste à dire que les capitaux ont en permanence le choix de s'investir dans la sphère productive ou de se placer sur les marchés financiers spéculatifs, et qu'ils arbitrent en fonction des rendements relatifs. Cette approche peut avoir des vertus critiques, mais elle a le défaut de suggérer qu'il y a là deux moyens alternatifs de gagner de l'argent. En réalité, on ne peut s'enrichir en Bourse que sur la base d'une ponction opérée sur la plus-value, de telle sorte que le mécanisme admet des limites, celles de l'exploitation, et que le mouvement de valorisation boursière ne peut s'autoalimenter indéfiniment.

D'un point de vue théorique, les cours de Bourse doivent être indexés sur les profits attendus. Cette liaison est évidemment très imparfaite, et dépend aussi de la structure de financement des entreprises : selon que celles-ci se financent principalement ou accessoirement sur les marchés financiers, le cours de l'action sera un indicateur plus ou moins précis. L'économiste marxiste Anwar Shaikh a exhibé une spécification qui montre que cette relation fonctionne bien pour les Etats-Unis (Shaikh 1995). Il en va de même dans le cas français : entre 1965 et 1995, l'indice de la Bourse de Paris est bien corrélé avec le taux de profit. Mais cette loi a été clairement enfreinte dans la seconde moitié des années 90 : à Paris, le CAC 40 a par exemple été multiplié par trois en cinq ans, ce qui est proprement extravagant. Le retournement boursier du début des années 2000 doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur qui se fraie la voie, sans se soucier des modes économiques. Le retour du réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable « fondamental » de la Bourse. La croissance de la sphère financière et des revenus qu'elle procure, n'est possible qu'en proportion exacte de l'augmentation de la plus-value non accumulée, et l'une comme l'autre admettent des limites, qui ont été atteintes.

### **Fin du travail, et donc de la valeur-travail ?**

On a vu comment certaines théorisations débouchent sur l'idée que les nouvelles technologies rendent obsolète la valeur-travail en introduisant des transformations fondamentales dans la nature des marchandises. En particulier, la détermination de leur valeur par le travail socialement nécessaire ne correspondrait plus à la place prise par la connaissance dans la production. Certes, les marchandises modernes prennent de plus en plus la forme de biens et services immatériels : logiciels, films, information, etc. Mais ceci ne remet pas en cause la théorie de la valeur, qui ne postule pas que la marchandise est une chose. Ce n'est pas son existence matérielle qui constitue la marchandise mais un rapport social largement indépendant de la forme concrète du produit : est marchandise ce qui est vendu comme moyen de rentabiliser un capital.

Une autre caractéristique de ces marchandises est leur reproductibilité, qui découle d'une structure de coûts particulière : la conception du produit nécessite une mise de fonds initiale importante et concentrée dans le temps, où les dépenses de travail qualifié occupent une place croissante ; ces investissements se dévalorisent rapidement et il faut donc les rentabiliser sur une période courte ; les coûts variables de production ou de reproduction sont relativement faibles ; enfin il est possible de s'approprier gratuitement l'innovation ou le produit lui-même. On parle aussi d'indivisibilité, notion qui s'applique bien à l'information : une fois celle-ci produite, sa diffusion ne prive personne de sa jouissance, contrairement par exemple à un livre que je ne peux lire si je l'ai donné ou prêté.

Dans la mesure où les nouvelles technologies introduisent la possibilité d'une production et d'une diffusion presque gratuites, elles entrent en contradiction avec la logique du profit. Pour fonctionner selon ses règles habituelles, le capitalisme doit limiter ces virtualités par des dispositifs juridiques protégeant la propriété industrielle (brevets, droits d'auteur, licences, etc.) et par des procédés qui annihilent la valeur d'usage de certaines innovations. Un exemple récent est donné par l'invention de protections interdisant le transfert et la lecture des fichiers numériques. Mais, contrairement aux conclusions des théoriciens du « capitalisme cognitif », ces formes modernes de la marchandise ne conduisent pas à un dépassement de la loi de la valeur. On retrouve au contraire la contradiction absolument classique entre la forme que prend le développement des forces productives (ici la diffusion gratuite potentielle) et les

rapports de production capitalistes qui cherchent à reproduire le statut de marchandise, à rebours des potentialités des nouvelles technologies.

Ces mêmes théories du dépassement de la valeur-travail insistent sur le rôle joué par la connaissance dans les processus productifs, qui mettrait particulièrement à mal la théorie de la valeur-travail. Pour Enzo Rullani (2000), « le capitalisme cognitif fonctionne de manière différente du capitalisme tout court » parce que « la connaissance est depuis longtemps devenue un facteur de production nécessaire, autant que le travail et le capital. C'est pourquoi « Ni la théorie de la valeur de la tradition marxiste, ni celle libérale, actuellement dominante, ne peuvent rendre compte du processus de transformation de la connaissance en valeur ». Là aussi, c'est ignorer que l'une des sources essentielles de l'efficacité du capitalisme a toujours résidé dans l'incorporation des capacités des travailleurs à sa machinerie sociale. Dans les *Grundrisse*, Marx soulignait déjà que « l'accumulation du savoir, de l'habileté ainsi que de toutes les forces productives générales du cerveau social sont alors absorbées dans le capital qui s'oppose au travail : elles apparaissent désormais comme une propriété du capital, ou plus exactement du capital fixe ». L'idée selon laquelle le capital jouit de la faculté de s'approprier les progrès de la science (ou de la connaissance) n'a donc rien de nouveau dans le champ du marxisme. C'est au contraire un des grands apports de Marx d'avoir montré que le capital n'était pas un parc de machines ou d'ordinateurs en réseau, mais un rapport social de domination.

### **L'analyse du chômage**

Le chapitre 1 a montré que le capitalisme est caractérisé depuis deux décennies par un recul de la part des salaires dans le revenu national. Pour analyser cette situation, l'économie dominante a recours à la notion de taux de chômage d'équilibre : toute politique visant à retourner au plein emploi serait illusoire parce que la baisse du taux de chômage déclencherait un surcroît d'inflation qui ramènerait finalement le taux de chômage à sa valeur « d'équilibre ». Mais on a montré dans l'annexe 2 du premier chapitre qu'il s'agit aussi d'une théorie du « taux d'exploitation d'équilibre ».

Malgré les critiques qu'on peut adresser à sa formalisation (Husson 1999) cette approche moderne est assez adéquate. Mais elle ne fait que reformuler la théorie des salaires de Marx, comme le montre cette citation : « Les variations du *taux général des salaires* ne répondent donc pas à celles du chiffre absolu de la population ; la proportion différente suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative, le degré auquel elle se trouve tantôt « engagée », tantôt « dégagee », en un mot, ses mouvements d'expansion et de contraction alternatifs correspondant à leur tour aux vicissitudes du cycle industriel, voilà ce qui détermine exclusivement ces variations » (*Le Capital*, Livre I, chapitre 25).

Il existe cependant une différence fondamentale entre ces deux approches : les économistes libéraux font du chômage d'équilibre une loi quasiment naturelle (et d'ailleurs Milton Friedman parlait de taux de chômage naturel) et un objet statistiquement mesurable. Ainsi l'OCDE publie dorénavant des séries de Nairu qui ne sont d'ailleurs en général que des lissages des taux de chômage observés. D'un point de vue marxiste, au contraire, le mécanisme décrit ne découle pas d'une loi purement économique mais de conflits sociaux portant sur la répartition de la richesse produite, où le taux de chômage apparaît comme l'arme essentielle des possédants.

D'ailleurs tout se passe comme si les politiques européennes s'inspiraient directement de cette analyse, qui permet de comprendre pourquoi elles se fixent comme objectif d'augmenter le taux d'emploi, et non pas de baisser le taux de chômage. Il s'agit de favoriser les arrivées sur le marché du travail afin de maintenir la pression exercée par ce que Marx appelait « armée industrielle de réserve ». On tient là une description assez fidèle des règles de fonctionnement d'un capitalisme qui vise à augmenter le taux d'exploitation en exerçant au moyen du chômage une pression constante sur les salaires et en déconnectant leur progression de celle de la productivité.

### **La marchandise contre les besoins sociaux**

L'une des tendances les plus frappantes du capitalisme contemporain est de chercher à transformer en marchandises ce qui ne l'est pas ou ne devrait pas l'être, et d'abord les services publics et la protection sociale. Un tel projet est doublement réactionnaire : il affirme à la fois la volonté du capitalisme de retourner à son état de nature en effaçant tout ce qui avait pu le civiliser ; il révèle en outre son incapacité profonde à prendre en charge les problèmes nouveaux qui se posent à l'humanité.

La distinction établie par Marx entre valeur d'échange et valeur d'usage est ici une clé essentielle pour comprendre les exigences du capitalisme. Il veut bien répondre à des besoins rationnels et à des aspirations légitimes, comme soigner les malades du Sida ou limiter les émissions de gaz à effet de serre ; mais c'est à la condition que cela passe sous les fourches caudines de la marchandise et du profit. Dans le cas du Sida, le principe intangible est de vendre les médicaments au prix qui rentabilise leur capital, et tant pis si ce prix n'est à la portée que d'une minorité des personnes concernées. C'est bien la loi de la valeur qui s'applique ici, avec son efficacité propre, qui n'est pas de soigner le maximum de malades mais de rentabiliser le capital investi. Les luttes qui visent, non sans succès, à contrer ce principe d'efficacité ont donc un contenu anticapitaliste immédiat, puisque l'alternative est de financer la recherche sur fonds publics et ensuite de distribuer les médicaments en fonction du pouvoir d'achat des patients, y compris gratuitement. Quand les grands groupes pharmaceutiques s'opposent avec acharnement à la production et à la diffusion de médicaments génériques, c'est le statut de marchandise de leurs produits, et c'est le statut de capital de leurs mises de fonds qu'ils défendent, avec une grande lucidité.

La même opposition se retrouve à propos de la lutte contre l'effet de serre. Là encore, les puissances capitalistes (groupes industriels et gouvernements) refusent le moindre pas vers une solution rationnelle qui serait la planification énergétique à l'échelle planétaire. Ils cherchent des succédanés qui ont pour nom « écotaxe » ou « droits à polluer ». Il s'agit pour eux de faire rentrer la gestion de ce problème dans l'espace des outils marchands où, pour aller vite, on joue sur les coûts et les prix, au lieu de jouer sur les quantités. Il s'agit de créer de pseudo-marchandises et de pseudo-marchés, dont l'exemple le plus caricatural est le projet de marché des droits à polluer.

Dans le même temps, le capitalisme contemporain vise à organiser l'économie mondiale et l'ensemble des sociétés selon ses propres modalités, qui tournent le dos aux objectifs de bien-être. Le processus de constitution d'un marché mondial est mené de manière systématique et vise au fond l'établissement d'une loi de la valeur internationale. Mais ce projet se heurte à de profondes contradictions, parce qu'il repose sur la négation des différentiels de productivité qui font obstacle à la formation d'un espace de valorisation homogène. Cet oubli conduit à des effets d'éviction qui impliquent l'élimination potentielle de tout travail qui ne se hisse pas

d'emblée aux normes de rentabilité les plus élevées, celles que le marché mondial tend à universaliser : les pays sont fractionnés entre deux grands secteurs, celui qui s'intègre au marché mondial, et celui qui doit en être tenu à l'écart. Il s'agit alors d'un anti-modèle de développement, et ce processus de dualisation des pays du Sud est strictement identique à ce que l'on appelle exclusion dans les pays du Nord.

C'est enfin la force de travail elle-même que le patronat voudrait ramener à un statut de pure marchandise. Le projet de « refondation sociale » du patronat français exprimait bien cette ambition de n'avoir à payer le salarié qu'au moment où il travaille pour le patron, ce qui signifie réduire au minimum et reporter sur les finances publiques les éléments de salaire socialisé, « remarchandiser » les retraites, et faire disparaître la notion même de durée légale du travail. Ce projet tourne le dos au progrès social qui passe au contraire par la « démarchandisation » et le temps libre. Il ne faut pas compter ici sur les innovations de la technique pour atteindre cet objectif mais sur un projet radical de transformation sociale qui est le seul moyen de renvoyer la vieille loi de la valeur au rayon des antiquités. La lutte pour le temps libre comme moyen privilégié de redistribuer les gains de productivité est alors la voie royale pour faire que le travail ne soit plus une marchandise et que l'arithmétique des besoins sociaux se substitue à celle du profit.

### **La théorie de l'accumulation**

La théorie marxiste de l'accumulation et de la reproduction propose un cadre d'analyse de la dynamique du capital. Ce dernier est doté d'un principe d'efficacité spécifique, qui ne l'empêche pas de buter périodiquement sur ses contradictions. On peut même se livrer ici à une apologie paradoxale : le capitalisme est, dans l'histoire de l'humanité, le premier mode de production à faire preuve d'un tel dynamisme. On peut le mesurer par exemple à l'essor sans précédent de la productivité du travail depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui faisait dire à Marx que le capitalisme révolutionnait les forces productives. Cette performance découle de sa caractéristique essentielle, qui est la concurrence entre capitaux privés mus par la recherche de la rentabilité maximale. Cette concurrence débouche sur une tendance permanente à l'accumulation du capital qui ne se contente pas d'augmenter l'échelle de la production mais bouleverse en permanence les méthodes de production et les produits eux-mêmes.

Ces atouts ont pour contrepartie des difficultés structurelles de fonctionnement, qui se manifestent par des crises périodiques. On peut repérer deux contradictions absolument centrales qui combinent une tendance à la suraccumulation, d'une part, à la surproduction d'autre part. La tendance à la suraccumulation est la contrepartie de la concurrence : chaque capitaliste tend à investir pour gagner des parts de marché, soit en baissant ses prix, soit en améliorant la qualité du produit. Il y est d'autant plus encouragé que le marché est porteur et la rentabilité élevée. Mais la somme de ces actions, rationnelles quand elles sont prises séparément, conduit régulièrement à une suraccumulation. Autrement dit, il y a globalement trop de capacités de production mises en place, et par suite trop de capital pour qu'il puisse être rentabilisé au même niveau qu'avant. Ce qui est gagné en productivité se paie d'une augmentation de l'avance en capital par poste de travail, ce que Marx appelait la composition organique du capital.

La seconde tendance concerne les débouchés. La suraccumulation entraîne la surproduction, en ce sens qu'on produit aussi trop de marchandises par rapport à ce que le marché peut absorber. Ce déséquilibre provient d'une sous-consommation relative, chaque fois que la répartition des revenus ne crée pas le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production.

Marx a longuement étudié les conditions de la reproduction du système, que l'on peut résumer en disant que le capitalisme utilise un moteur à deux temps : il lui faut du profit, bien sûr, mais il faut aussi que les marchandises soient effectivement vendues, de manière à empocher réellement ce profit, à le « réaliser » pour reprendre le terme de Marx. Il montre que ces conditions ne sont pas impossibles à atteindre mais que rien ne garantit qu'elles soient durablement satisfaites. La concurrence entre capitaux individuels porte en permanence le risque de suraccumulation, et donc de déséquilibre entre les deux grandes « sections » de l'économie : celle qui produit les moyens de production (biens d'investissement, énergie, matières premières, etc.) et celle qui produit les biens de consommation. Mais la source principale de déséquilibre est la lutte de classes : chaque capitaliste a tout intérêt à baisser les salaires de ses propres salariés, mais si tous les salaires sont bloqués, alors les débouchés viennent à manquer. Il faut alors que le profit obtenu grâce au blocage des salaires soit redistribué vers d'autres couches sociales qui le consomment et se substituent ainsi à la consommation des salariés défailante.

Le fonctionnement du capitalisme est donc irrégulier par essence. Sa trajectoire est soumise à deux sortes de mouvement qui n'ont pas la même ampleur. Il y a d'un côté le cycle du capital qui conduit à la succession régulière de booms et de récessions. Ces crises périodiques plus ou moins marquées, font partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Il s'agit de « petites crises » dont le système sort de manière automatique : la phase de récession conduit à la dévalorisation du capital et crée les conditions de la reprise. C'est l'investissement qui constitue le moteur de ces fluctuations en quelque sorte automatiques.

### **La théorie des ondes longues**

Mais le capitalisme a une histoire, qui ne fait pas que répéter ce fonctionnement cyclique et qui conduit à la succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques. La théorie des ondes longues développée par Ernest Mandel (1995) conduit au repérage résumé dans le tableau 1 suivant.



Tableau 1. La succession des ondes longues

	phase expansive « L'Age d'or »	phase récessive « La crise »
1ère onde longue	1789-1816	1816-1847
2ème onde longue	1848-1873	1873-1896
3ème onde longue	1896-1919	1919/1945
4ème onde longue	1940/45-1967/73	1968/73- ?

Sur un rythme beaucoup plus long, le capitalisme connaît ainsi une alternance de phases expansives et de phases récessives. Cette présentation synthétique appelle quelques précisions. La première est qu'il ne suffit pas d'attendre 20, 25 ou même 30 ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué - et probablement à tort - à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production. L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des inflexions : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est « endogène », en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l'environnement social et institutionnel. L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas garanti d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel « ordre productif ». Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe. Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

Le taux de profit est un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme. A court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme scandent les grandes phases du capitalisme. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près « garanti ». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises. La mise en place progressive d'un nouvel ordre productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contre-tendances. L'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

L'approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de la manière suivante : la crise est certaine, mais la catastrophe ne l'est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s'invente, ou qu'on lui impose, ne peuvent supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais ces remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement final. A chacune de ces « grandes crises », l'option est ouverte : soit le capitalisme est dépassé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins

régressives (tournant néo-libéral). C'est cette grille de lecture théorique que l'on a appliqué à l'examen de la trajectoire du capitalisme contemporain.

## Bibliographie

Attali J. (2005), *Karl Marx ou l'esprit du monde*, Fayard, Paris.

Barsoc C. (1994), *Les rouages du capitalisme*, La Brèche. <http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>

Husson M. (1999), *Les ajustements de l'emploi*, Page Deux, Lausanne.

Mandel E. (1995), *Long waves of capitalist development*, deuxième édition révisée, Verso.

Marx K., *Le Capital*, Editions sociales.

Rullani E. (2000), « Le capitalisme cognitif : du déjà-vu ? », *Multitudes* n°2.  
<http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article228>

Shaikh A.M. (1995), « The Stock Market and the Corporate Sector: A Profit-Based Approach », The Jerome Levy Economics Institute, *Working Paper* n°146. <http://hussonet.free.fr/shaikh.pdf>